

Le Pentagone se prépare à une rupture civile de masse



theguardian

Environment Earth insight

EARTHINSIGHT
BY NAFEEZ AHMED
HOSTED BY THE GUARDIAN



Pentagon preparing for mass civil breakdown

Social science is being militarised to develop 'operational tools' to target peaceful activists and protest movements



The Pentagon is funding social science research to model risks of "social contagions" that could damage US strategic interests. Photograph: Jason Reed/REUTERS.

Share 32102

Tweet 3,651

+1 664

Pin it 59

Share 272

Email



Posted by
Nafeez Ahmed
Thursday 12 June 2014
07:00 BST
theguardian.com
Jump to comments
(330)

Article history

Environment

Un article paru dans le journal britannique "The guardian" : le Pentagone se prépare à une rupture civile de masse

Le journal *The Guardian* - plutôt classé à gauche sur l'échiquier politique britannique - s'est fait une spécialité, depuis maintenant plusieurs années, d'ouvrir ses colonnes et son site Internet à ce qu'il est convenu d'appeler des *whistleblower* (traduit approximativement par « lanceurs d'alerte » en français). C'est-à-dire à des citoyens ordinaires (fonctionnaires, chercheurs, universitaires,...), qui décident d'informer le grand public d'un danger ou de dérives dangereuses ou criminelles qu'ils ont pu constater dans leur métier, en interpellant les pouvoirs en place et en suscitant la prise de conscience de leurs contemporains.

Parmi les affaires les plus récentes, *The Guardian* a par exemple été l'un des principaux médias dans le monde à donner en 2013 la plus large couverture possible à Edward Snowden, ancien employé de la CIA et de la NSA, qui a rendu public les programmes de surveillance de masse de la NSA.

S'inscrivant dans cette ligne éditoriale, *The Guardian* a publié voici quelques jours - le 12 juin 2014 sur son site Internet - un long article de Nafeez Ahmed, universitaire et journaliste spécialiste de la sécurité internationale.

Cet article révèle au grand public l'existence d'un programme - « l'initiative de recherche Minerva » - lancé par le ministère américain de la Défense, qui consiste à mettre les sciences sociales et les recherches anthropologiques au service opérationnel des militaires américains.

Parmi les objectifs clairement annoncés figure celui d'amener l'armée américaine à étudier la façon dont apparaissent les mouvements de protestation populaire (impliquant plus de 1 000 participants en activité de façon durable) dans 58 pays (dont les États-Unis eux-mêmes), et de la préparer à neutraliser ces mouvements. L'un des programmes de recherche a ainsi organisé des exercices militaires dans lesquels les participants étaient chargés

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
de repérer ceux qui "causaient les problèmes", ceux qui "résolvaient les problèmes" et le reste de la population. L'objectif opérationnel était de définir une campagne "d'informations" « permettant de déplacer le centre de gravité de l'opinion vers cet ensemble de valeurs et de points de vue qui constituait "l'état final désiré" de la stratégie de l'armée.»

Il ne s'agit pas de suppositions « conspirationnistes », mais de faits établis. Et il ne s'agit pas d'opérations anecdotiques. L'initiative de recherche Minerva doit bénéficier de 75 millions de dollars sur cinq ans et a bénéficié pour cette seule année d'une dotation de 17,8 millions de dollars votée par le Congrès américain. Pour mémoire, le budget alloué par le Congrès à la Commission d'enquête sur le 11 septembre a été de 14 millions de dollars.

Autant dire que cet article est très intéressant et qu'il me semble devoir être largement diffusé en France.

Je remercie le service de traduction de l'UPR (Elisabeth McCormick) pour avoir traduit en français cet article dont la version originale en anglais peut être consultée ici : <http://www.theguardian.com/environment/earth-insight/2014/jun/12/pentagon-mass-civil-breakdown?CMP=twf>

Le pentagone se prépare à une rupture civile de masse

Les sciences sociales se militarisent afin de développer des « outils opérationnels » visant à cibler des militants pacifiques et des mouvements de protestation.

publié par Nafeez Ahmed le 12 juin 2014



Le Pentagone finance des recherches en sciences sociales dans le but de modéliser les risques de « contagion sociale » qui pourraient compromettre les intérêts stratégiques américains. Photographie : Jason Reed/REUTERS

Le Département de la Défense américain (DoD) finance un programme de recherche universitaire dont le but est de modéliser la dynamique, les risques et les points de basculement de troubles civils à grande échelle à travers le monde, sous la supervision de diverses agences militaires américaines. Ce programme de plusieurs millions de dollars est conçu pour élaborer des « éclairages pertinents pour les combattants » à court et à long terme, destinés aux hauts fonctionnaires et décideurs de « la communauté de la défense ». Il vise également à informer la politique menée par « les commandements de terrain.»

Lancée en 2008 – l'année de la crise bancaire mondiale – « l'initiative de recherche Minerva » du DoD a noué un

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
partenariat avec les universités, «visant à améliorer la compréhension de base des forces sociales, culturelles, comportementales et politiques qui façonnent les régions du monde d'importance stratégique pour les États-Unis.»

Parmi les projets retenus pour la période 2014-2017 figure une étude dirigée par l'Université de Cornell, gérée par le Bureau scientifique de recherche de l'US Air Force, visant à développer un modèle empirique « de dynamique de mobilisation du mouvement social et des phénomènes de contagion. » Ce projet déterminera « la masse critique (points de basculement) » des contagions sociales à partir de l'étude de leur « empreinte numérique » dans les cas de « la révolution égyptienne de 2011, des élections de 2011 à la Douma en Russie, de la crise du carburant subventionné au Nigéria en 2012, et des manifestations au parc de Gazi en Turquie en 2013. »

Les messages sur Twitter et les conversations seront examinés « afin d'identifier les personnes qui se mobilisent dans une contagion sociale et le moment à partir duquel elles se mobilisent. »

Un autre projet attribué cette année à l'Université de Washington « cherche à découvrir les conditions dans lesquelles les mouvements politiques visant à des changements politiques et économiques à grande échelle prennent naissance » ainsi que leurs « caractéristiques et conséquences ». Ce projet, géré par le Bureau de recherche de l'Armée américaine, met l'accent sur « les mouvements à grande échelle impliquant plus de 1 000 participants en activité de façon durable ». Il couvrira 58 pays au total.

L'an dernier, l'initiative Minerva du DoD a financé un projet permettant de déterminer « Qui ne devient pas un terroriste et pourquoi ? ». Ce projet, cependant, confond les militants pacifiques avec les « partisans de la violence politique », qui se démarquent des terroristes en cela qu'ils ne versent pas eux-mêmes dans le « militantisme armé ». Le projet énonce explicitement qu'il va étudier les activistes non violents :

« Dans chaque société, nous trouvons beaucoup d'individus qui ont en commun les mêmes arrière-plans démographiques, familiaux, culturels ou socio-économiques que ceux qui ont décidé de s'engager dans le terrorisme et qui, cependant, s'abstiennent eux-mêmes de prendre les armes, même s'ils peuvent être favorables aux objectifs finaux de groupes armés. Dans le domaine des études sur le terrorisme, les études n'ont pas, jusqu'à tout récemment, tenté de regarder ce groupe de contrôle. Ce projet ne traite pas des terroristes, mais des partisans de la violence politique. »

Chacune des 14 études de cas du projet « implique des entretiens approfondis avec plus de dix militants et activistes de partis et d'organisations non gouvernementales qui, bien que favorables aux causes radicales, ont choisi la voie de la non-violence. »

J'ai contacté le chercheur principal du projet, le Professeur Maria Rasmussen de l'École d'études supérieures du Centre naval américain, en lui demandant pourquoi les activistes non violents travaillant pour les ONG devraient être assimilés à des partisans de la violence politique - et quels « partis et organisations non gouvernementales » sont ainsi étudiés. Mais je n'ai reçu aucune réponse.

De même, le personnel du programme Minerva a refusé de répondre à une série de questions similaires que je leur ai soumises, demandant notamment comment les « causes radicales » promues par les ONG pacifistes pouvaient constituer une menace potentielle à la sécurité nationale susceptible d'intéresser le DoD.

Entre autres questions, j'ai demandé :

- « Le Département américain de la Défense voit-il les mouvements de protestation et l'activisme social dans différentes parties du monde comme une menace pour la sécurité nationale américaine ? Si oui pourquoi ? »
- « Le Département de la Défense américain considère-t-il les mouvements politiques visant un changement politique et économique à grande échelle comme une question de sécurité nationale ? Si oui pourquoi ? »
- « L'activisme, la protestation, les "mouvements politiques" et bien sûr les ONG sont des éléments vitaux d'une société civile saine et de la démocratie. Pourquoi le DoD finance-t-il des recherches pour étudier de telles questions ? »

Le Dr Erin Fitzgerald, directeur du programme Minerva m'a répondu : « J'apprécie votre intérêt et je suis heureux que vous nous contactiez pour nous donner l'occasion d'apporter des clarifications », avant de me promettre une réponse plus détaillée. Au lieu de quoi, j'ai reçu la vague déclaration suivante du bureau de presse du DoD :

« Le Département de la Défense prend au sérieux son rôle en matière de sécurité des États-Unis, de ses citoyens, des alliés de l'Amérique et de ses partenaires. Alors que tous les défis concernant la sécurité ne provoquent pas de conflit et que tous les conflits n'impliquent pas l'intervention de l'armée américaine, Minerva contribue à financer des recherches en sciences sociales fondamentales qui aident le département de la Défense à mieux comprendre ce qui provoque l'instabilité et l'insécurité dans le monde entier. Par une meilleure compréhension de ces conflits et de leurs causes préalables, le Département de la défense peut mieux se préparer au futur environnement de sécurité dynamique. »

En 2013, Minerva a financé un projet de l'Université du Maryland, en collaboration avec le laboratoire Pacific Northwest National du département américain de l'énergie, pour évaluer le risque de troubles civils dus au changement climatique. Ce projet triennal de 1,9 million de dollars élabore des modèles pour anticiper ce qui pourrait arriver aux sociétés, selon un éventail de scénarios de changements climatiques potentiels.

Dès le départ, le programme Minerva a été prévu pour fournir plus de 75 millions de dollars sur cinq ans dédiés à la recherche en sciences sociales et comportementales. Pour cette seule année, il lui a été alloué un budget total de 17,8 millions de dollars par le Congrès américain.

Une communication par courriel interne destiné au personnel de Minerva - référencée dans un mémoire d'expertise de 2012 - révèle que le programme est orienté vers des résultats rapides destinés à être directement applicables aux opérations sur le terrain. Le mémoire faisait partie d'un projet financé par Minerva visant à « contrer le discours musulman radical » à l'Université de l'État de l'Arizona.

Un courriel interne du Professeur Steve Corman, chercheur principal du projet, fait état d'une rencontre organisée par le Programme de Modélisation Humaine, Sociale, Culturelle et Comportementale (HSCB) du Département de la Défense, programme dans lequel des hauts responsables du Pentagone indiquent que leurs priorités sont « de développer des capacités rapidement disponibles » sous forme de « modèles et outils pouvant être intégrés aux opérations ».

Corman précise dans son courriel que, bien que le responsable du Bureau de Recherche navale, le Dr Harold Hawkins, ait assuré d'emblée aux chercheurs de l'Université que le projet n'était qu'« un effort de recherche courant, donc nous ne devrions pas être préoccupés par son application pratique », la réunion a en réalité montré que le DoD cherche à « mettre en application les résultats ». Corman conseille à ses chercheurs de « penser à présenter les résultats, les rapports, etc., de telle sorte qu'ils [le DoD] puissent clairement voir leur application comme outils qui peuvent être mis en place sur le terrain. »

De nombreux chercheurs indépendants critiquent ce qu'ils considèrent être les efforts du gouvernement américain en matière de militarisation des sciences sociales au service de la guerre. En mai 2008, l'Association Américaine d'Anthropologie (AAA) a écrit au gouvernement américain pour souligner que le Pentagone n'a pas « le genre d'infrastructure pour évaluer la recherche anthropologique [et autres sciences sociales] » d'une manière qui assure « un examen par les pairs, rigoureux, objectif et équilibré » ; elle a demandé que de telles recherches soient gérées à la place par des organismes civils comme la Fondation National des Sciences (NSF).

Le mois suivant, le DoD a signé un protocole d'entente (Memorandum of understanding) (MoU) avec la NSF afin de pouvoir coopérer à la gestion de Minerva. En réponse, l'AAA a mis en garde que, même si les propositions de recherche devaient désormais être évaluées par des comités d'examen du mérite de la NSF, « les fonctionnaires du Pentagone auront le pouvoir de décision au moment de déterminer qui siègera aux comités d'examen » :

«... Il reste des inquiétudes dans la discipline que la recherche soit financée uniquement lorsqu'elle prend en compte l'ordre du jour du Pentagone. Les autres critiques du programme, notamment le Réseau des

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
anthropologues engagés, ont fait état de leurs inquiétudes quant à un programme susceptible de décourager la recherche dans d'autres domaines importants, et de saper le rôle de l'Université comme lieu de discussion indépendant et de critique des instances militaires ».

Selon le professeur David Price, anthropologue culturel à l'Université de Saint-Martin à Washington DC et auteur de *La militarisation de l'anthropologie : Les sciences sociales au service de l'État militarisé* : « Lorsque vous regardez chaque élément d'un grand nombre de ces projets, ils se présentent comme des sciences sociales normales, d'analyse textuelle, de recherche historique et ainsi de suite ; mais lorsque vous additionnez tous ces morceaux, ils partagent tous des thèmes de lisibilité avec toutes les distorsions résultant de la sur-simplification. Minerva travaille à la production des éléments de l'empire d'une façon qui peut permettre aux gens de dissocier leurs contributions individuelles du projet d'ensemble. »

Le Professeur Price a précédemment exposé comment le programme HTS (Human Terrain Systems) du Pentagone - programme conçu pour intégrer des spécialistes des sciences sociales dans le domaine des opérations militaires - conduit régulièrement des scénarios de formation dans les régions « à l'intérieur des États-Unis. »

Citant une critique sommaire du programme envoyée aux directeurs d'HTS par un ancien employé, Price a rapporté que les scénarios de formation HTS « ont adapté COIN [contre-insurrection] pour l'Afghanistan et l'Irak » à des « situations internes aux États-Unis » où la population locale était considérée d'un point de vue militaire comme une menace pour l'équilibre du pouvoir et de l'influence et une contestation de la loi et de l'ordre ».

Price rapporte qu'un exercice militaire impliquait des militants écologistes protestant contre la pollution provenant d'une centrale au charbon près du Missouri, dont certains étaient membres de l'ONG environnementale bien connue Sierra Club. Les participants furent chargés d'« identifier ceux qui “résolvaient les problèmes” », ceux qui “causaient les problèmes” et le reste de la population, qui devait être la cible d'opérations d'informations afin de déplacer le centre de gravité de l'opinion vers cet ensemble de valeurs et de points de vue qui constituait “l'état final désiré” de la stratégie de l'armée. »

Ces exercices militaires s'inscrivent dans le droit fil d'une série de documents du Pentagone qui indiquent que la surveillance de masse de l'Agence de la Sécurité Nationale (National Security Agency - NSA) est en partie motivée par la préparation à l'impact déstabilisateur des chocs à venir, environnementaux, énergétiques et économiques.

James Petras, professeur de sociologie à l'Université de Binghamton à New York, partage les inquiétudes de Price. Les sociologues financés par Minerva et liés aux opérations de contre-insurrection du Pentagone sont impliqués dans l'« étude des émotions survenant lorsqu'on alimente ou que l'on réprime des mouvements déterminés par une idéologie » ajoute-t-il, notamment pour « contrer des mouvements populaires. »

Minerva est un excellent exemple de la profonde étroitesse d'esprit et de la nature défaitiste de l'idéologie militaire. Pire encore, la mauvaise volonté des responsables du DoD pour répondre aux questions les plus fondamentales est symptomatique d'une évidence : dans leur mission à toute épreuve pour défendre un système mondial de plus en plus impopulaire qui sert les intérêts d'une infime minorité, les agences de sécurité n'hésitent pas à peindre le reste d'entre nous comme des terroristes en puissance.

Le Dr Nafeez Ahmed est un universitaire et un journaliste spécialiste de la sécurité internationale. Il est l'auteur du Guide de l'utilisateur de la crise de civilisation : et comment la sauver ainsi que du roman de science-fiction à paraître, ZÉRO POINT.